

Les subsides

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Un gouvernement du Crédit social.

M. Riis: Le député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro) me reprend. Je m'excuse. On peut dire qu'il s'agit d'un gouvernement du Crédit social, mais il est conseillé par le Fraser Institute. Il a une politique ultra-conservatrice et se compose surtout de gens qui sont inscrits au parti conservateur. Libre à vous de l'appeler comme vous voulez. Pour ma part, je dirais que la Colombie-Britannique a un gouvernement conservateur qui a littéralement provoqué l'effondrement de l'économie de cette province.

M. Crosbie: Ne soyez pas ridicule.

M. Riis: Lorsque les députés auront l'occasion de prendre la parole, je les mets au défi de contredire ma position. L'économie de Colombie-Britannique est littéralement à l'agonie. Sous le régime que nous connaissons et avec la politique en place, l'économie ne pourra pas s'améliorer dans les mois et les années qui viennent. C'est un désastre, monsieur le Président. J'écoute chaque jour mes collègues du parti conservateur se plaindre du déficit. Je partage leur inquiétude, mais, implicitement, ils laissent entendre que s'il y avait un gouvernement conservateur, le déficit s'en trouverait réduit automatiquement.

J'ai deux exemples. Je regarde le gouvernement conservateur au pouvoir aux États-Unis et ce qu'il a fait du déficit. A-t-il fait ce qu'il avait promis aux Américains? Pendant sa campagne, le Président Reagan promettait aux gens qu'il réduirait le déficit. L'a-t-il fait? Bien sûr que non. Le déficit a beaucoup augmenté et tout porte à croire qu'il continuera d'augmenter dans les années à venir.

Nous n'avons pas besoin de regarder aux États-Unis, monsieur le Président. Nous pouvons regarder dans notre pays, en Saskatchewan, en particulier. Aujourd'hui, la dette de la Saskatchewan augmente. La province n'a pas toujours eu de dette. Elle n'a pas toujours été dans une situation déficitaire. Pendant des décennies, sous le gouvernement néo-démocrate, dirigé par des gens comme Tommy Douglas, la province n'avait pas de déficit. Pendant des années et des années, des décennies et des décennies, il n'y a eu ni dette, ni déficit. Toutefois, dès que les conservateurs ont pris le pouvoir en Saskatchewan, ils se sont endettés et ont eu un déficit.

Une voix: Ça s'est produit avant.

M. Riis: Oui, ça s'est produit avant sous des gouvernements libéraux. Lorsque le parti néo-démocrate a pris le pouvoir en Saskatchewan, il y avait une dette. Il s'était engagé à la réduire. Non seulement, il l'a réduite, mais il l'a éliminée. Pendant des décennies, avant l'arrivée du gouvernement conservateur, la province n'avait ni déficit, ni dette.

Les mythes se perpétuent à la Chambre du fait que certains rapportent des données non corroborées, très sélectives et expurgées qu'il présentent comme des faits. Pas étonnant que les Canadiens ne sachent pas trop à quoi s'en tenir. Ils s'interrogent sur ce que peuvent bien faire le gouvernement fédéral

ainsi que quelques gouvernements provinciaux. Ainsi, monsieur le Président, le budget que le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a dit appuyer est un document qui accorde de nombreux allègements fiscaux aux entreprises canadiennes. Le ministre des Finances a signalé au moment de sa présentation qu'étant donné certains dégrèvements fiscaux...

M. Crosbie: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Qu'on ne me cite pas de travers. Je n'ai jamais dit que j'appuyais le budget d'avril 1983. J'ai dit que j'en approuvais certaines grandes orientations, mais je n'ai pas dit que j'appuyais le budget. En réalité, j'ai voté contre. Que le député ne me fasse pas dire que j'ai appuyé le budget d'avril dernier.

M. Riis: Monsieur le Président, je remercie le député de Saint-Jean-Ouest de cette intervention. Il a donc précisé qu'il appuyait son orientation générale et certaines...

M. Crosbie: Certaines grandes orientations!

M. Riis: ...certaines grandes orientations de ce budget, monsieur le Président, mais peut-être pas son orientation générale.

Pour en revenir à ce que je disais avant qu'on ne m'interrompe, monsieur le Président, le ministre des Finances a engagé les Canadiens à se montrer patients et disposés à faire des sacrifices tout en assumant leur part du fardeau de cette relance. Il nous a assurés qu'il était dans notre intérêt bien compris de faire d'énormes concessions au secteur des affaires et dans certains cas aux contribuables ayant des revenus élevés qui profiteraient des économies réalisées grâce à ces dégrèvements fiscaux pour investir dans la construction de nouvelles usines et l'achat de matériel nouveau, et se lancer dans de nouvelles activités. En conséquence, d'année en année des emplois seraient créés à l'intention des chômeurs canadiens. Mais cette promesse ne s'est concrétisée que partiellement, monsieur le Président. Les entreprises ont bel et bien bénéficié de nombreux dégrèvements fiscaux. En fait, le président de la Banque de Montréal M. Mulholland, aurait déclaré dans un discours prononcé à Toronto que le secteur privé ne savait plus que faire de ces dégrèvements fiscaux. En réalité, il essayait de nous faire comprendre que les sommes épargnées par le biais de ces concessions ou dégrèvements ne pouvaient être utilisées à bon escient pour la création de nouvelles usines ou pour l'achat d'un équipement moderne, car nos usines ne tournent déjà pas à pleine capacité.

Le ministre des Finances (M. Lalonde), n'a pas tout dit quand il a déclaré que ces énormes concessions fiscales permettraient de développer l'économie, de créer des emplois et de réduire substantiellement le chômage. Étant donné que nos usines ne fonctionnent qu'à 60 ou 70 p. 100 de leur capacité, la chose était tout simplement impossible. On ne peut pas reprocher à l'entreprise privée de ne pas investir dans de nouvelles usines quand les usines existantes ne fonctionnent qu'à une fraction de leur capacité. Ces mesures ne suffisent pas nécessairement à changer les choses. Elles n'ont tout simplement pas marché.